

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1958

L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL

rassemble 60 Grands Mouvements économiques, familiaux, professionnels et syndicaux, parmi lesquels l'Association de de l'Entreprise à Capital Personnel, l'U.D.C.A. (Mouvement Pujade) le Rassemblement Paysan, l'Union des Syndicats Autonomes, l'Association des Sociétés à Responsabilité Limitée, les Cercles de la Liberté, le Mouvement Jeune France, le Centre Social-Chrétien, le Comité de Vigilance pour l'Indépendance Nationale, etc..., etc...

L'Union pour le Salut National constitue
le FRONT DE DÉFENSE DES LIBERTÉS
qui s'élève :

CONTRE LA SOCIALISATION ET LA MARXISATION DE LA VIE FRANÇAISE,

conduisant depuis vingt ans notre pays à la décadence.

L'Union pour le Salut National œuvre pour le maintien de
l'Unité Française des deux côtés de la Méditerranée
ET PRESENTE DANS LA 5^{me} CIRCONSCRIPTION

UN HOMME NOUVEAU

libre, indépendant de tous les Partis



Emile-Gaston POICHOT

dont voici la déclaration électorale :

En mai et en septembre 1958, les Français ont montré qu'ils exigeaient un changement dans les institutions. Ils étaient mécontents du gouvernement de leur pays et des hommes qu'ils avaient désignés pour cette tâche.

Pour ne pas revoir ce qu'ils ne veulent plus et dont le pays a souffert, il est impensable que les Français commettent l'erreur de donner leurs suffrages aux mêmes hommes qui les ont si mal servis. Faire le jeu des partis, c'est à nouveau lancer le

pays dans des luttes stériles, puisque les hommes de ces partis sont tenus de se plier à la discipline et aux idées de leur parti, alors que leur devoir de représentants du peuple est de mettre tout en œuvre pour l'intérêt général.

Les partis ont trop divisé le Pays. Ils ont créé un esprit de caste et un système de privilèges.

Seuls, dans le conseil d'administration de la Maison France, des hommes libres de leurs opinions, de leur conscience, de leurs sentiments, libres de leur force et de leur courage à défendre notre patrimoine national, sont dignes d'assumer le devoir de représentants.

De représentants que leur métier et leurs responsabilités professionnelles ont placés devant la nécessité de résoudre quotidiennement des problèmes vitaux, et qui ont démontré qu'ils étaient des gestionnaires compétents.

C'est pourquoi les Français ont le devoir, à leur tour, de choisir leurs représentants parmi ceux qui reflètent leur catégorie professionnelle et sociale et qui en font réellement partie. Ils les choisiront sur la preuve de leurs activités économiques et non sur leurs étiquettes politiques.

★★

Il faut, avant tous, que les Français aient conscience de l'importance de leur rôle d'électeurs, qu'ils pèsent judicieusement quelles seraient les conséquences du retour, et même de l'extension d'un système politico-idéologique nuisible pour la vie économique et sociale du Pays.

Il faut, également, qu'ils s'imprègnent de l'idée que l'Etat doit se consacrer à des activités bien définies, mais ne pas empiéter sur les secteurs industriels, commerciaux, agricoles ou sociaux où il a fait la preuve, depuis 1936, d'une incompétence et d'une irresponsabilité que toute la nation condamne, hormis ceux qui vivent de ces désordres.

RIEN NE CHANGERA, ET TOUT S'AGGRAVERA

— tant que le Dirigisme administratif bouleversera et paralysera l'activité économique en brimant le secteur privé, et en politisant le secteur nationalisé ;

— tant que les « intérêts organisés » pourront faire pression sur le Pouvoir afin de se faire payer, en prix ou salaires, plus que leurs produits ou services ne vaudraient sur le Marché libre ;

— tant que la fonte de la monnaie (résultant de l'Etatisme et des Monopoles, et se manifestant par la vie de plus en plus chère) démoralisera travail-

leurs et épargnants, et créera une insécurité généralisée.

ELECTEURS,

— **Voulez-vous être maintenus en tutelle par la collectivité** qui ne peut que vous enfermer dans un « quadrillage » toujours plus étroit, de réglementations et de contraintes tant économiques que politiques, faisant ainsi perdre aux consommateurs la majeure partie des avantages de la concurrence et de la technique ?

— **Ou bien voulez-vous vivre en hommes libres**, dans le cadre de lois simples et égales pour tous, où chacun assume — dans les collectivités naturelles et les libres associations — ses propres responsabilités économiques, sociales, morales et civiques, et rester ainsi maîtres de votre travail et de votre patrimoine ?

Utilisez les moyens qui restent à votre disposition pour affirmer votre choix, et d'abord votre bulletin de vote.

★★

Vous désirez un changement, changez les hommes.

Choisissez des nouveaux et des jeunes.

Sinon, vous seriez responsables du retour de ceux qui vous ont trompés et vous auriez tort de vous plaindre.

Salariés déçus par des promesses démagogiques et une politique de vie chère.

Artisans, commerçants, industriels, pressurés, tracassés et brimés,

Vous voterez pour le candidat de l'UNION POUR LE SALUT NATIONAL,

— contre le dirigisme socialiste,

— contre les empiètements de l'Etat,

— contre la politique des Partis,

— pour le maintien de l'Algérie et du Sahara, provinces françaises.

E. G. POICHOT

Maître-artisan joaillier orfèvre,
Officier Arts, Sciences et Lettres,
Administrateur

de la Caisse de Prévoyance Artisanale,
Membre fondateur
de l'Association de l'Entreprise à Capital Personnel.

REEMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean CHASSIGNOLE
Ingénieur

VOILA LE BILAN ET LE COMPTE D'EXPLOITATION DE LA GESTION DIRIGISTE :

Au milieu de 1958, les besoins de l'Etat s'élevaient à 5.550 Milliards (avec 600 Milliards d'impasse, c'est-à-dire de déficit que la Trésorerie couvre notamment en mobilisant les disponibilités de ses « correspondants » : caisses d'épargne, chèques postaux, etc.).

En outre, les recettes des Collectivités locales peuvent être évaluées à 1.000 Milliards environ pour ce même exercice. Pour 1959, les budgets publics augmenteront d'au moins 10 % par rapport aux chiffres de 1958, soit un total de l'ordre de 7.200 Milliards, avec une impasse probablement stabilisée à 600 Milliards en raison de nos engagements internationaux. Les 44 Millions de Français de la Métropole auront donc à supporter, au bas mot **6.600 Milliards d'impôts en tous genres ; mais le plus souvent sans le savoir, car la majeure partie en est incorporée dans les prix.** C'est ainsi que pour l'essence — utilisée à tous les stades de l'activité — le prix de 94,80 frs. au litre comporte 73,10 fr. d'impôts et taxes sur 21,70 frs de marchandises et services.